

ASSOCIATION OVE-CARAIBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TABLEAU D'ORDRE
DES EXPERTS COMPTABLES
DE LA RÉGION DE LYON

INSCRITE
À LA COMMISSION
REGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE LYON

ASSOCIATION OVE-CARAIBES

10 Avenue des Caraïbes
97200 FORT-DE-FRANCE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OVE-CARAIBES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Clotilde DEMEURE
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Carine MONTJOUVENT
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

Alice POUSSIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

SOCIÉTÉ
D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES

INSCRITE
AU TARIFAL 101 PROPRE
DES EXPERTS COMPTABLES
DE LA RÉGION DE LYON

INSCRITE
À LA COMPAGNIE
RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES DE LYON

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Fonds dédiés

Les ressources affectées à des projets et non utilisées à la clôture sont comptabilisées au passif en fonds dédiés tels que décrits au paragraphe 6.6 de l'annexe des comptes annuels.

Dans le cadre de notre mission, nous nous sommes assurés par des entretiens avec la direction de l'état d'avancement de ces projets financés par ces fonds. Nos travaux ont également consisté à valider par sondages les utilisations et les reports des fonds enregistrés par votre association.

Principes et méthodes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association et décrits dans le paragraphe 5 de l'annexe des comptes annuels, nous avons vérifié leur correcte application et la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement

de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de surveillance.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le présent rapport est émis à la date de fin de nos travaux reportée en raison de la communication tardive de certains documents.

Lyon, le 15 juin 2023

**Le Commissaire aux Comptes
SARL OHAYON**

Signé électroniquement le 15/06/2023 par
Clotilde Demeure



Clotilde DEMEURE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

A N N E X E

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2022

Bilan

Compte de résultat

Annexe

OVE-CARAIBES (Principal)

Actif		Au 31/12/2022			Au 31/12/2021
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	47 181	39 437	7 743	8 268
	Immobilisations incorporelles en cours	66 311		66 311	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	113 493	39 437	74 055	8 268
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	51 147	19 310	31 836	36 288
Actif circulant	Constructions	852 561	631 946	220 614	197 223
	Inst. techniques, mat.out. industriels				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	903 708	651 256	252 451	233 511
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	10 763		10 763	10 671
	Prêts				
Actif circulant	Autres	93 551		93 551	90 951
	TOTAL	104 314		104 314	101 623
	Total I	1 121 516	690 694	430 822	343 403
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	237 882	48 130	189 751	144 784
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 864 782	148 186	1 716 596	1 530 234
	TOTAL	2 102 665	196 316	1 906 348	1 675 019
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	20 000		20 000	20 000
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	5 064 463		5 064 463	4 003 657
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	25 281		25 281	9 192
	TOTAL II	7 212 409	196 316	7 016 093	5 707 869
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	8 333 926	887 011	7 446 915	6 051 272
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

OVE-CARAIBES (Principal)

Passif		Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 600 607	1 600 607
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	641 990	
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	641 990	
	Report à nouveau	-403 872	-507 449
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	789 160	585 702
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	1 088 179	745 567
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 255 443	880 845
	Situation nette (sous-total)	2 926 904	1 838 725
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	300 000	300 000
	Provisions réglementées		
Total I		3 226 904	2 138 725
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 290 056	868 701
Total II		1 290 056	868 701
Provisions	Provisions pour risques	4 281	4 281
	Provisions pour charges		49 406
Total III		4 281	53 687
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	10 592	17 240
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 898	2 898
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	380 218	354 044
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 602 088	1 719 942
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 767	4 309
	Autres dettes	794 948	795 573
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	126 159	96 150
Total IV		2 925 673	2 990 158
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 446 915	6 051 272
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Édité à partir de Losp V4.00.0

OVE-CARAIBES (Principal)

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	1 270 111	1 259 025
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 270 111	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	9 942 798	8 871 669
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	9 942 798	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	129 817	97 551
	Utilisations des fonds dédiés	72 646	29 672
	Autres produits	66 722	2 734
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		11 482 096	10 260 653
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	2 327 880	2 375 025
	Aides financières	103 575	103 091
	Impôts, taxes et versements assimilés	243 237	281 224
	Salaires et traitements	5 121 981	4 716 197
	Charges sociales	2 008 350	1 717 952
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	78 901	81 666
	Dotations aux provisions	66 518	102 801
	Reports en fonds dédiés	494 001	72 646
	Autres charges	55 226	9 687
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		10 499 674	9 460 293
1. Résultat d'exploitation (I-II)		982 421	800 359

OVE-CARAIBES (Principal)

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 837	4 289
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 837	4 289
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	288	73
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	288	73
2. Résultat financier (III-IV)		2 548	4 215
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		984 970	804 575
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	116 758 5 500	135 446 2 714
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	122 258	138 160
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 831 13 218	197 169
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	19 050	197 169
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		103 208	-59 008
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		11 607 192	10 403 103
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		10 519 013	9 657 535
EXCÉDENT OU DÉFICIT		1 088 179	745 567
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>1 255 443</i>	<i>880 845</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
Quartier Acajou
1er rond point après la Galleria
97232 Le Lamentin

Téléphone : +596 5 96 71 92 72
Télécopie : +596 5 96 71 65 37
Site internet : www.kpmg.fr

Association OVE CARAIBES

**Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos le
31 Décembre 2022
Montants exprimés en EUR**

Table des matières

1	Objet social	12
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	12
3	Description des moyens mis en œuvre	14
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	15
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	15
4.1.1	Suite de la crise sanitaire du COVID-19	15
4.1.2	Nouveau développement de l'activité	15
5	Principes et méthodes comptables	16
5.1	Principes généraux	16
5.1.1	Changement de méthode comptable	16
5.1.2	Changement d'estimation	16
5.1.3	Corrections d'erreurs	16
5.2	Dérogations	16
6	Informations relatives aux postes du bilan	17
6.1	Actif immobilisé	17
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	18
6.1.1.1	Etat des immobilisations incorporelles par établissement	19
6.1.1.2	Etat des immobilisations corporelles par établissement	19
6.1.1.3	Etat des immobilisations financières par établissement	20
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	21
6.1.2.1	Etat des amortissements des immobilisations incorporelles par établissement	22
6.1.2.2	Etat des amortissements des immobilisations corporelles par établissement	22
6.1.2.3	Aménagement du cadre général - Développement de la colonne dotation de l'exercice	23
6.2	Actif circulant	24
6.2.1	Dépréciation de l'actif circulant	24
6.2.2	Détail des produits à recevoir	24
6.2.3	Précisions sur le poste Autres créances	24
6.2.4	Charges constatées d'avance	25
6.3	Fonds propres	25
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres (avant résultat de l'exercice)	25
6.3.2	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	27

6.3.3	Tableau de variation des fonds propres après résultat de l'exercice	28
6.4	Subventions d'investissement	29
6.5	Provisions	29
6.6	Fonds dédiés	29
6.7	Dettes	32
6.7.1	Précisions sur d'autres dettes	32
6.7.2	Produits constatés d'avance	33
6.8	État des échéances des créances et des dettes	33
7	Informations relatives au Compte de résultat	35
7.1	Résultats par activité ou établissement	35
7.2	Produits du compte de résultat	36
7.2.1	Ventes de prestations de service	36
7.2.2	Produits de tiers financeurs Concours publics et subventions d'exploitation	36
7.2.3	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	37
7.3	Résultat exceptionnel	37
7.4	Impôt sur les bénéfices	38
7.5	Contributions et charges des contributions volontaires en nature	38
8	Autres informations	39
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	39
8.2	Informations relatives à l'effectif	39
8.3	Honoraires du commissaire aux comptes	39
8.4	Engagements financiers donnés et reçus	40
8.4.1	Engagements reçus	40
8.4.2	Les engagements de départ à la retraite	40

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans l'article 1 de nos statuts :

« L'Association OVE-Caraïbes a pour objet d'accueillir ou d'accompagner des personnes, enfants ou adultes, en situation de handicap quel que soit le handicap.

L'Association peut également développer ses actions dans l'ensemble des domaines éducatif, social, sanitaire, et notamment en matière de lutte contre l'exclusion ou en matière de prévention de la perte d'autonomie et d'accompagnement des personnes âgées.

L'Association peut aussi apporter soutien et accompagnement à d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire. »

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Activité de l'institut thérapeutique éducatif et pédagogique (ITEP) correspondant à l'accompagnement de jeunes de 6 à 20 ans souffrants de difficultés psychologique avec des troubles du comportement. L'ITEP a un agrément pour 39 places et accueille les jeunes aussi bien de jour que de nuit (internat) ;
- Activité du service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) correspondant à l'accompagnement de jeunes de 6 à 20 ans souffrants de difficultés psychologiques avec des troubles du comportement. Le SESSAD a un agrément pour 26 places plus 8 places dans le cadre du pôle de compétence et de prestations externalisées (PCPE). De plus une équipe mobile d'appui médico-social (EMAS), s'occupe de quelques enfants ou jeunes. Il s'agit d'interventions de proximité au plus près des jeunes accueillis ;
- Activité du service de protection juridique des majeurs (SPJM) autorisé pour gérer 360 mesures (tutelles, curatelles et sauvegarde de justice) ;
- Activité de gestion de 14 appartements de coordination thérapeutique (ACT). Ces appartements sont dédiés aux personnes ou familles en situation de fragilité psychologique, sociale ou financière et qui ont besoin de soin et d'un suivi médical ;
- Activité de 2 services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) situé au Lorrain et à Fort de France. Le SSIAD du Lorrain gère 30 places pour les personnes âgées et 20 places pour les personnes handicapées. Le SSIAD de Fort de France gère 70 places pour les personnes âgées et 16 places pour les personnes handicapées. Les SSIAD accompagnent les personnes âgées ou handicapée en dispensant des soins et en assurant une coordination avec les autres intervenants médicaux et paramédicaux. Il y a aussi une équipe de soins Alzheimer de 10 places pour les personnes âgées rattachée au SSIAD de Fort de France ;

- Activité de 3 centres d'accueil de jour (CAJ) à destination des personnes handicapées et des personnes âgées :
 - Le CAJ MANMAN FANOTTE situé au Lorrain gérant 12 places pour personnes âgées
 - Le CAJ Nord Caraïbes situé au Carbet gérant 16 places pour personnes âgées
 - Le CAJ Catalina situé sur deux sites (Morne-rouge et François) de 15 places chacun pour tous types de personnes handicapées enfants, jeunes et adultes dans le cadre d'un dispositif expérimental.

Ces centres de jour accueillent à la journée ou ½ journée des usagers vivant à leur domicile avec pour objectif le maintien de l'autonomie et de la socialisation. Une plateforme répit est adossée au CAJ Nord Caraïbes.

- Activité d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) qui intervient pour aider les personnes âgées dans leur vie quotidienne.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus s'est exercé, en 2022, sur tout le département de la Martinique, bien que le ressort territorial s'étende « à l'ensemble des îles des Antilles Françaises, ainsi qu'à la collectivité territoriale de la Guyane. »

A cet effet l'activité est répartie sur plusieurs sites :

- Le site de Ducos qui est utilisé aussi bien pour l'activité SESSAD que pour l'activité ITEP dont l'internat;
- Le site de Fort de France qui concerne l'activité d'un SSIAD;
- Le site du Lorrain pour les activités d'un SSIAD et du CAJ MANMAN FANOTE ;
- Le site du François pour les activités du SSIAD et du CAJ Catalina
- Les sites du Morne rouge et du Carbet pour les activités du CAJ Nord Caraïbes
- Le site de Schoelcher où se situe le centre de gestion et de coordination.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

Nouveaux investissements engagés et terminés durant l'exercice pour 184 634 €.

— Ressources humaines

L'effectif global au 31 décembre 2022 est de 136 salariés en équivalent temps plein.

La masse salariale globale représente un montant brut de 5 121 981 € et 2 008 350 € de charges sociales.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

4.1.1 Suite de la crise sanitaire du COVID-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, ont continué de perturber l'activité des différents établissements de l'association.

Ainsi les salariés ayant refusé d'appliquer l'obligation vaccinale ont fait l'objet de ruptures de leurs contrats de travail dans le cadre de ruptures conventionnelles.

Le montant des indemnités versées à ce titre sur l'exercice 2022 est de 81 546 €.

Il est à noter que l'ARS avait notifié une ligne budgétaire spécifique pour la prise en charge de ses indemnités.

4.1.2 Nouveau développement de l'activité

Le 18 octobre 2022, OVE CARAIBES (en partenariat avec les associations TOURNESOL et HANDI BARTH) a été retenu par l'ARS Guadeloupe pour la création de plusieurs établissements :

- un Institut Médico Educatif (IME) qui sera situé sur les îles de Saint Martin et Saint Barthélemy ;
- une Maison d'accueil spécialisée (MAS) qui sera situé sur les îles de Saint Martin et Saint Barthélemy ;

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, du règlement ANC 2019-04 et du règlement ANC 2020-08, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur cet exercice

5.1.2 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	43 516	69 977	-	-	113 493
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	45 104	6 043	-	-	51 147
	Install. Tech., mat., outillage	59 704	659	-	-	60 363
	Install. générales, ag. Am. divers	181 739	29 331	6 510	-	204 560
	Matériel de transport	125 673	19 834	15 990	-	129 516
	Mat. bur., informatique, mobilier	412 539	58 790	13 207	-	458 122
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	824 759	114 657	35 707	-	903 709
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	10 671	92	-	-	10 763
	Prêts et autres immo. financières	90 952	2 600	-	-	93 552
	Total IV	101 623	2 692	-	-	104 315
Total général		969 899	237 325	35 707	-	1 121 517

6.1.1.1 Etat des immobilisations incorporelles par établissement

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	43 516	69 977	0	113 493
<i>Dont Immobilisations ITEP</i>	11 180			11 180
<i>Dont Immobilisations SESSAD</i>	1 267			1 267
<i>Dont Immobilisations SPJM</i>	17 720	2 070		19 790
<i>Dont Immobilisations ACT</i>				0
<i>Dont Immobilisations SSIAD FDF</i>	8 349	1 595		9 944
<i>Dont Immobilisations CAJ NC</i>				0
<i>Dont Immobilisations SAAD</i>				0
<i>Dont Immobilisations SSIAD LORRAIN</i>	5 000			5 000
<i>Dont Immobilisations CAJ CATALINA</i>				0
<i>Dont Immobilisations CAJ MANMAN FANOTTE</i>				0
<i>Dont Immobilisations Pôle gestion</i>		66 312		66 312

6.1.1.2 Etat des immobilisations corporelles par établissement

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations corporelles	824 757	114 655	35 707	903 705
<i>Dont Immobilisations ITEP</i>	202 842	35 121	15 990	221 973
<i>Dont Immobilisations SESSAD</i>	142 317	10 695		153 012
<i>Dont Immobilisations SPJM</i>	102 523	4 339		106 862
<i>Dont Immobilisations ACT</i>	57 138	1 515		58 653
<i>Dont Immobilisations SSIAD FDF</i>	88 517	2 292		90 809
<i>Dont Immobilisations CAJ NC</i>	78 115	2 851		80 966
<i>Dont Immobilisations SAAD</i>	25 370	2 919		28 289
<i>Dont Immobilisations SSIAD LOR</i>	76 596	2 774	19 717	59 653
<i>Dont Immobilisations CAJ CATALINA</i>	6 465	23 780		30 245
<i>Dont Immobilisations CAJ MANMAN FANOTTE</i>	7 168	5 991		13 159
<i>Dont Immobilisations Pôle gestion</i>	37706	22 378		60 084

6.1.1.3 Etat des immobilisations financières par établissement

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières	101 623	2 692	0	104 315
<i>Dont Immobilisations ITEP</i>	46 170	850		47 020
<i>Dont Immobilisations SESSAD</i>	10 950	600		11 550
<i>Dont Immobilisations SPJM</i>	10 129	150		10 279
<i>Dont Immobilisations ACT</i>	16 406	600		17 006
<i>Dont Immobilisations SSIAD FDF</i>	5 368	92		5 460
<i>Dont Immobilisations CAJ NC</i>	1 500			1 500
<i>Dont Immobilisations SAAD</i>				0
<i>Dont Immobilisations SSIAD LORRAIN</i>	10 000			10 000
<i>Dont Immobilisations CAJ CATALINA</i>		400		400
<i>Dont Immobilisations CAJ MANMAN FANOTTE</i>				0
<i>Dont Immobilisations pôle gestion</i>	1 100			1 100

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	35 247	4 190	-	39 438
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	8 816	10 494	-	19 310
	Install. Tech., mat., outillage	56 202	1 832	-	58 035
	Install. générales, ag. Am. divers	126 302	16 564	1 981	140 885
	Matériel de transport	101 835	14 085	15 990	99 930
	Mat bur., informatique, mobilier	298 092	40 094	5 090	333 097
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	591 248	83 070	23 061	651 257
Total général		626 495	87 260	23 061	690 694

6.1.2.1 Etat des amortissements des immobilisations incorporelles par établissement

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	35 248	4 189	0	39 437
Dont Amortissements ITEP	7 214	808		8 022
Dont Amortissements SESSAD	1 267			1 267
Dont Amortissements SPJM	15 084	1 714		16 798
Dont Amortissements ACT				0
Dont Amortissements SSIAD FDF	8 349	1		8 350
Dont Amortissements CAJ NC				0
Dont Amortissements SAAD				0
Dont Amortissements CAJ SSIAD LORRAIN	3 334	1 666		5 000
Dont Amortissements CAJ CATALINA				0
Dont Amortissements CAJ MANMAN FANOTTE				0
Dont Amortissements Pôle gestion				0

6.1.2.2 Etat des amortissements des immobilisations corporelles par établissement

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements à la clôture de l'exercice
Amortissements Immob. corporelles	591 247	65 896	23 061	634 082
Dont Amortissements ITEP	178 375	13 186	15 990	175 571
Dont Amortissements SESSAD	104 229	11 309		115 538
Dont Amortissements SPJM	85 425			85 425
Dont Amortissements ACT	37 544	7 954		45 498
Dont Amortissements SSIAD FDF	74 367			74 367
Dont Amortissements CAJ NC	53 855	5 967		59 822
Dont Amortissements SAAD	23 009			23 009
Dont Amortissements CAJ SSIAD LORRAIN	28 332	12 184	7 071	33 445
Dont Amortissements CAJ CATALINA	931	11 546		12 477
Dont Amortissements CAJ MANMAN FANOTTE	800	3 750		4 550
Dont Amortissements Pôle gestion	4 381			4 381

6.1.2.3 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne dotation de l'exercice

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réaffectation entre établissements	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		4 190		
Immobilisations corporelles	8 359	74 711		
Total	8 359	78 901		

Modalités d'amortissements

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 10 ans
Constructions	Linéaire	5 à 25 ans
Installations générales, agencements	Linéaire & dégressif	3 à 5 ans
Matériels de transports	Linéaire & dégressif	3 à 5 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire & dégressif	3 à 5 ans
Mobiliers de bureau	Linéaire & dégressif	3 à 5 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Dépréciation de l'actif circulant

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	48 130	-	48 130
Autres	129 799	18 388	-	148 186
TOTAL	129 799	66 518	-	196 317

Ces dépréciations concernent :

- Les créances Usagers de plus d'un an du SAAD pour 48 130 €
- Les créances relatives au solde net débiteur des associations absorbées en 2021 pour 148 186 €.

6.2.2 Détail des produits à recevoir

Détail des produits à recevoir	Montant
Personnel produits à recevoir	1 721
IJSS remboursements à recevoir	43 619
Etat produits à recevoir	473 876
Débiteurs divers produits à recevoir	2 286
Total des produits à recevoir	521 502

6.2.3 Précisions sur le poste Autres créances

Le poste autres créances d'un montant de 1 716 596 € en valeur nette au 31/12/2022 concerne principalement :

- Les avances et acomptes fournisseurs pour 20 416 € ;
- les soldes des financements des activités et des subventions à recevoir pour un montant de 924 270 € .

- les comptes de débiteurs divers pour un montant brut de 1 063 067 € faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de 148 186 € pour tenir compte du risque de non-recouvrement lié à ces comptes ;
- les créances sur le personnel pour 22 297 € ;
- les créances sur les organismes sociaux pour 91 171 €.

6.2.4 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont de 25 281 € et concernent des charges courantes d'exploitation.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres (avant résultat de l'exercice)

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	1 600 607			1 600 607
• Apport partiel d'actif ITEP	128 426			128 426
• Apport partiel d'actif SESSAD	795 570			795 570
• Apport partiel d'actif SPJM	29 580			29 580
• Apport partiel d'actif ACT	404 215			404 215
• Apport partiel d'actif SSIAD FDF	439 210			439 210
• Apport partiel d'actif CAJ NC	127 461			127 461
• Apport partiel d'actif SAAD	-468 299			-468 299
• Apport partiel d'actif SSIAD LOR/CAJ MF/CAJ CATALINA	144 445			144 445

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

6.3.2 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire

Le CASF fixe les règles relatives à l'affectation du résultat des établissements sociaux ou médico-sociaux. Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Résultat comptable	Reprise du résultat antérieur (en + ou en -)	Excédent ou déficit global	Dont résultat effectif sous gestion propre	Dont résultat effectif sous gestion contrôlée
Résultat ITEP	659 980		659 980		659 980
Résultat SESSAD	332 473		332 473		332 473
Résultat SPJM	118 226		118 226		118 226
Résultat ACT	1 705		1 705		1 705
Résultat SSIAD FDF	-22 634		-22 634		-22 634
Résultat CAJ NC	46 368		46 368		46 368
Résultat SAAD	-106 388		-106 388	-106 388	
Résultat SSIAD LORRAIN	36 310		36 310		36 310
Résultat CAJ MANMAN FANOTTE	35 313		35 313		35 313
Résultat CAJ CATALINA	47 702		47 702		47 702
Résultat POLE GESTION	-60 877		-60 877	-60 877	
Résultat GLOBAL	1 088 178		1 088 178	-167 265	1 255 443

La perte constatée au niveau du pôle de gestion provient principalement :

- des frais de fonctionnement généraux pour 42 489 € ;
 - et pour 18 388 € du complément de dotation aux provisions pour dépréciation du solde des comptes débiteurs divers des associations ayant réalisé les apports partiels d'actif et pour lesquels il existe un risque de non recouvrement.
- Au 31/12/2022 la provision pour dépréciation concernant ces comptes est de 121 190 €.

6.3.3 Tableau de variation des fonds propres après résultat de l'exercice

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds complémentaires sans droit de reprise	1 600 608			1 600 608
Réserves	0	677 388	35 398	641 990
<i>Dont Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		677 388	35 398	641 990
<i>Dont Réserves des activités sous gestion propre</i>				0
Report à nouveau	-507 450	916 244	812 666	-403 872
<i>Dont RAN des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	585 702	880 846	677 388	789 160
<i>Dont RAN des activités sous gestion propre</i>	-1 093 152	35 398	135 278	-1 193 032
Résultat de l'exercice	745 568	1 088 178	745 568	1 088 178
<i>Dont Résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	880 846	1 255 443	880 846	1 255 443
<i>Dont Résultat des activités sous gestion propre</i>	-135 278	-167 265	-135 278	-167 265

Il est à noter que les comptes de report à nouveau ont été impacté par l'affectation par les tutelles des résultats antérieurs en instance d'affectation pour un montant net de 35 398 € de certains établissements ayant fait l'objet d'un apport partiel d'actif en 2021. Ces résultats qui étaient en instance d'affectation avaient été pris en compte dans les valeurs d'apport.

Compte tenu du caractère intangible des valeurs d'apports, les imputations négatives sur les réserves ont été compensée par le compte de Report à nouveau du pôle de gestion.

6.4 Subventions d'investissement

Libellé	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissements	324 455	0	24 455	300 000
Dont Subventions CAJ NC	24 455		24 455	0
Dont Subventions Pôle gestion	300 000			300 000
Subventions d'investissements virées au compte de résultat	-24 455	0	-24 455	0
Dont Subventions CAJ NC	-24 455		-24 455	0
Dont Subventions Pôle gestion				0

La subvention d'investissement de 24 455 € du CAJ Nord Caraïbes a été annulée sur l'exercice car totalement amorties.
La subvention d'investissement de 300 000 € reçue en 2021 de l'ARS à pour l'ensemble des établissements gérés dans le cadre du développement des équipements numérique n'a pu être utilisée en 2022 mais en 2023.

6.5 Provisions

Au 31/12/2021 figurait au bilan une provision pour risque d'un montant de 4 281 € récupérée dans le cadre de l'apport partiel d'actif du SPJM.
Cette provision concerne un litige sans changement au 31/12/2022.

Au 31/12/2021 figurait au bilan une provision pour charge d'un montant de 49 407 € récupérée dans le cadre de l'apport partiel d'actif du SSIAD Lorrain.
Cette provision avait pour objet de couvrir le risque relatif à des dépenses payées en 2020 et pour lesquelles aucun justificatif n'avait été trouvé. Au 31/12/2022, la situation n'ayant pas évoluée, la provision a été reprise et une perte a été comptabilisée.

6.6 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.

- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	Reports à nouveau	Nouveaux fonds dédiés de l'exercice	Utilisation		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements ou transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS :	754 938	408 738	72 646	0	1 091 030	647 732
ITEP/CNR ARS de 2017 pour création places supplémentaires	160 000				160 000	160 000
ITEP/CNR ARS de 2017 pour création places supplémentaires	51 369				51 369	51 369
ITEP/CNR ARS de 2018 Accompagnement CPOM	30 000				30 000	30 000
ITEP/CNR ARS de 2018 Aménagement locaux	18 000				18 000	18 000
ITEP/CNR ARS de 2020 Contractualisation CPOM	296 863				296 863	296 863
ITEP/CNR ARS de 2021 Prime SEGUR	11 262		11 262		0	
ITEP/CNR ARS de 2022 QVT		4 000			4 000	
ITEP/Sous-total	567 494	4 000	11 262	0	560 232	556 232
SESSAD/CNR ARS de 2018 Accompagnement CPOM	30 000				30 000	30 000
SESSAD/CNR ARS de 2019 Contractualisation CPOM	61 500				61 500	61 500
SESSAD/CNR ARS de 2021 Prime SEGUR	4 934		4 934		0	
SESSAD/CNR ARS de 2022 QVT		4 000			4 000	
SESSAD/Sous-total	96 434	4 000	4 934	0	95 500	91 500
CAJ CATALINA/CNR ARS de 2021 Prime SEGUR	2 272		2 272		0	
CAJ CATALINA/CNR ARS de 2022 QVT		4 000			4 000	
CAJ CATALINA/CNR ARS de 2022 Soutien à l'investissement		10 000			10 000	
CAJ CATALINA/CNR ARS de 2022 Situation exceptionnelle		75 000			75 000	
CAJ CATALINA/Sous-total	2 272	89 000	2 272	0	89 000	0
ACT/CNR ARS de 2020 Action communication	34 560				34 560	
ACT/CNR ARS de 2022 Ateliers et activités culturelles		8 240			8 240	
ACT/CNR ARS de 2022 Formations		11 400			11 400	
ACT/Sous-total	34 560	19 640	0	0	54 200	0
SAAD/CTM de 2021 Prime Art 43	54 178		54 178		0	
SAAD/CTM de 2022 Prime Art 43		1 000			1 000	
SAAD/Sous-total	54 178	1 000	54 178	0	1 000	0
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2021 Accompagnement CPOM		24 000			24 000	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 Contractualisation CPOM		20 000			20 000	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 Evaluation qualité		15 000			15 000	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 Situations exceptionnelles		5 000			5 000	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 Dépenses de personnel non pérenne		2 400			2 400	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 Formations prévention suicide		5 950			5 950	
SSIAD LORRAIN/CNR ARS de 2022 QVT		22 700			22 700	
SSIAD LORRAIN/Sous-total	0	95 050	0	0	95 050	0
SSIAD FDF/CNR ARS de 2022 Accompagnement CPOM		20 000			20 000	
SSIAD FDF/CNR ARS de 2022 Evaluation qualité		15 000			15 000	
SSIAD FDF/CNR ARS de 2022 Situations exceptionnelles		5 000			5 000	
SSIAD FDF/CNR ARS de 2022 Formations prévention suicide		11 750			11 750	
SSIAD FDF/CNR ARS de 2022 QVT		14 000			14 000	
SSIAD FDF/Sous-total	0	65 750	0	0	65 750	0
CAJ MAN FANOTTE/CNR ARS de 2022 Contractualisation CPOM		20 000			20 000	
CAJ MAN FANOTTE/CNR ARS de 2022 Musicothérapie		9 600			9 600	
CAJ MAN FANOTTE/CNR ARS de 2022 Evaluation qualité		2 000			2 000	
CAJ MAN FANOTTE/CNR ARS de 2022 Formations		13 240			13 240	
CAJ MAN FANOTTE/Sous-total	0	44 840	0	0	44 840	0
CAJ MAN NC/CNR ARS de 2022 Contractualisation CPOM		22 000			22 000	
CAJ MAN NC/CNR ARS de 2022 Activités physiques & musicothérapie		19 200			19 200	
CAJ NC/CNR ARS de 2022 Dépenses 2eme phase		10 000			10 000	
CAJ NC/CNR ARS de 2022 Frais d'installation AJ		13 253			13 253	
CAJ NC/CNR ARS de 2022 Situations exceptionnelles		4 000			4 000	
CAJ NC/CNR ARS de 2022 Formations		17 005			17 005	
CAJ NC/Sous-total	0	85 458	0	0	85 458	0

Variation des fonds dédiés issus de	Reports à nouveau	Nouveaux fonds dédiés de l'exercice	Utilisation		A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements ou transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes :	113 763	85 265	0	0	199 028	113 763
SPJM/ Etat de 2010 Schéma mandataire	97 303				97 303	97 303
SPJM/Etat de 2011 Démarche qualité &	1 523				1 523	1 523
SPJM/CNR ETAT de 2016 Réseau téléphonique	14 937				14 937	14 937
SPJM/DEET ETAT de 2021 Déploiement DISTF		45 507			45 507	
SPJM/ ETAT de 2022 Recherche des ayants droits , des majeurs ayant une mesure clôturée		2 000			2 000	
SPJM/ CNR ETAT de 2022 Accompagnement à l'élaboration d'un CPOM		20 000			20 000	
SPJM/CNR ETAT Evaluation de la qualité des ESMS		5 000			5 000	
SPJM/CNR ETAT de 2022 Accompagnement des risques psycho-sociaux du personnel		7 758			7 758	
SPJM/CNR ETAT de 2022 Accompagnement pour la mise en place d'outils inclusion sociale des jeunes majeurs protégés		5 000			5 000	
SPJM/Sous-total	113 763	85 265	0	0	199 028	113 763
TOTAL	868 701	494 002	72 646	0	1 290 057	761 495

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Au cours de l'exercice il n'y a eu aucun transfert de ressources dédiés.

Les fonds dédiés de plus de 2 ans non utilisés d'un montant total de 761 495 € donneront lieu à des actions sur le prochain exercice ou à des demandes de transfert.

Les autres fonds sont conservés jusqu'à la réalisation des actions.

6.7 Dettes

6.7.1 Précisions sur d'autres dettes

Détail des charges à payer	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	159 222
Provision congés payés (brut + charges)	529 501
Autres charges sociales à payer	188 373
Autres charges fiscales à payer	164 307
Créditeurs divers charges à payer	6 478
Total des charges à payer	1 047 881

6.7.2 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

Au 31/12/2022, deux subventions sont comptabilisées en produits constatés d'avance pour un montant total de 126 159 €.

Libellé	Solde à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la clôture de l'exercice
SPJM/Subvention communication sur 2 ans	50 643			50 643
SPJM/Subvention ISTF sur 2 ans	45 507		45 507	0
SESSAD/Subvention CAF Inclusion		66 503		66 503
POLE GESTION/PROJET PARH		9 013		9 013
Subventions d'investissements virées au compte de résultat	96 150	75 516	45 507	126 159

6.8 État des échéances des créances et des dettes

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	237 882	237 882	
	Autres	1 864 782	1 864 782	
Charges constatées d'avance		25 281	25 281	
TOTAL		2 127 945	2 127 945	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	10 593	6 670	3 923	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		2 898	2 898		
Fournisseurs et comptes rattachés		380 219	380 219		
Dettes fiscales et sociales		1 602 088	1 602 088		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		8 768	8 768		
Autres dettes		794 949	794 949		
Produits constatés d'avance		126 159	126 159		
TOTAL		2 925 674	2 921 751	3 923	

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges d'exploitation : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— Activité du pôle gestion	60 877	
— Etablissement SAAD	106 388	
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— Etablissement ITEP		659 980
— Etablissement SESSAD		332 473
— Etablissement SPJM		118 226
— Etablissement ACT		1 705
— Etablissement SSIAD FdF	22 634	
— Etablissement CAJ Nord Caraïbes		46 368
— Etablissement CAJ Manman Fanotte		35 313
— Etablissement CAJ Catalina		47 702
— Etablissement SSIAD Lorrain		36 310
Résultat de l'exercice		1 088 179

7.2 Produits du compte de résultat

7.2.1 Ventes de prestations de service

Les ventes de prestations de service d'un montant de 1 270 112 € correspondent à la participation :

- des usagers des CAJ Nord Caraïbes et Manman Fanotte pour 178 982 € ;
- des usagers et de la CTM du SAAD pour 1 076 657 € ;
- des produits de locations diverses pour 14 472 €.

7.2.2 Produits de tiers financeurs Concours publics et subventions d'exploitation

Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	ARS	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics	8 667 275	771 891	60 378		9 499 544
Subventions d'exploitation			254 249	69 494	323 743
Produits à la charge des usagers				119 512	119 512
TOTAL	8 667 275	771 891	314 627	189 006	9 942 799

7.2.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Transferts de charges d'un montant de 80 410 € :

- Remboursement IJSS pour 3 552 €
- Remboursement des formations pour 76 859 €

7.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel d'un montant de +103 208 € se décompose de la manière suivante :

- Charges exceptionnelles pour un montant de 19 050 €
 - ✓ Valeur nette comptable des immobilisations sorties pour 13 219 €
 - ✓ Régularisation de charges diverses de l'exercice et antérieurs pour 5 831 €.
- Produits exceptionnels pour un montant de 122 258 €
 - ✓ Produits de cession des immobilisations cédées pour 39 500 € ;
 - ✓ Remboursements de majorations et pénalités URSSAF sur les exercices antérieurs pour 67 851 € ;
 - ✓ Régularisation de produits divers de l'exercice et antérieurs pour 14 907 €.

7.4 *Impôt sur les bénéfices*

L'activité de l'association n'est pas fiscalisée eu égard à son objet social et à sa forme sociale.

7.5 *Contributions et charges des contributions volontaires en nature*

Aucune contribution et charges des contributions volontaire en nature n'est à indiquer.

L'accompagnement juridique de la fondation OVE a fait l'objet d'une facturation pour l'exercice 2022 pour un montant de 22 029 €.

8 Autres informations

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Le montant total des « *rémunérations brutes des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 220 715 € en 2022.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

8.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen permanent salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Catégorie	Personnel salarié
Cadres	17
Agents de maîtrise et Techniciens	0
Employés	119
Total	136

8.3 Honoraires du commissaire aux comptes

	TTC
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	29 947 €
— Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	29 947 €

8.4 Engagements financiers donnés et reçus

8.4.1 Engagements reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Clauses de retour à meilleure fortune		1 093 152

8.4.2 Les engagements de départ à la retraite

Notre entité ne provisionne pas son engagement de départ à la retraite dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Trois conventions collective différentes sont applicables à notre entité en fonction des activités.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 300 969 € au 31/12/2022 se répartissant entre :

- 91 058 € pour l'ITEP, le SESSAD et le SPJM qui appliquent la convention collective des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées ;
- 172 021 € pour l'ACT, les CAJ et les SSIAD qui dépendent de la convention collective de l'hospitalisation privée à but non lucratif ;
- 37 890 € pour le SAAD qui dépend de la convention collective des services d'aide à domicile.

Cet engagement est estimé selon la méthode prospective (méthode des unités de crédits projetés) retenue par notre entité. Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 67 ans
- Taux d'augmentation moyen annuel des salaires de 2%
- Utilisation de la table de mortalité provisoire de 2016-2018
- Taux d'actualisation annuelle financière de 3,80%
- Le % de cotisations sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est de 40% pour les non-cadres et 45% pour les cadres
- Base de l'indemnité : de 1 à 6 mois de salaires en fonction de l'ancienneté tel que défini par les différentes conventions collectives des établissements en fonction des activités des établissements.